

noté

3 septembre 1980



SCHWEIZERISCHER BUNDESRAT
CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
CONSIGLIO FEDERALE SVIZZERO

Beschluss

Décision

Decisione

0.121.227
9/a

Procédure de consultation relative à la Convention cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales

- Département des affaires étrangères. Proposition du 14 août 1980
(annexe)
- Département de l'intérieur. Co-rapport du 19 août 1980 (adhésion)
- Département de justice et police. Co-rapport du 26 août 1980
(adhésion)
- Département des finances. Co-rapport du 22 août 1980 (adhésion)
- Département de l'économie publique. Co-rapport du 26 août 1980
(adhésion)
- Département des transports, des communications et de l'énergie.
Co-rapport du
28 août 1980 (adhésion)

Vu la proposition et après délibération, le Conseil fédéral

d é c i d e :

1. Le département des affaires étrangères est autorisé à consulter les 16 cantons frontaliers sur la Convention cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales.
2. A cette fin, une lettre accompagnée d'un mémoire situant la portée générale de la convention sera adressée aux gouvernements des cantons concernés de même que le texte définitif de la convention (dans sa version originale française et sa traduction en langue allemande) (figurant en annexe).
3. Les autres cantons reçoivent également à titre d'information les pièces mentionnées sous chiffre 2 du fait qu'elles abordent des questions d'intérêt général concernant leurs relations extérieures.
4. Le département des affaires étrangères rassemble les résultats de la consultation dont le délai de réponse est fixé à trois mois et, en informant le Conseil fédéral des conclusions qui s'en dégageront, lui proposera le cas échéant la signature de la convention cadre.
5. Vu l'intérêt restreint de cette consultation, la récapitulation des résultats n'est pas publiée ni remise à la presse.

Extrait du procès-verbal (sans annexes à la proposition):

- EDA	10	pour	exécution
- EDI	4	pour	connaissance
- EJPD	4	"	"
- EFD	7	"	"
- EVD	5	"	"
- EVED	5	"	"
- BK	1	(Rc)	"
- EFK	2		"
- FinDel	2		"

Pour extrait conforme:

Le secrétaire,

SANOZUT



copie verte

S 14. Aug. 80 15



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

o.121.227 - VE/oh

Berne, le 14 août 1980

DistribuéeAu Conseil fédéral

Procédure de consultation relative
à la Convention cadre européenne sur
la coopération transfrontalière des
collectivités ou autorités territo-
riales

I

Une Convention cadre sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales a été élaborée au sein du Conseil de l'Europe. Le texte de cette convention a été adopté par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en date du 5 février 1980 à Strasbourg après quatre ans de travaux. La convention a été ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe à l'occasion de la 4e Conférence des ministres européens responsables des collectivités locales qui s'est tenue à Madrid du 21 au 23 mai 1980.

II

La convention vise à faciliter et à promouvoir la coopération transfrontalière entre les collectivités ou autorités territoriales relevant de deux ou plusieurs Parties con-

tractantes. Dans le respect des dispositions constitutionnelles propres à chaque Partie, elle recommande la conclusion d'accords et d'arrangements utiles à cette fin. Ces accords et arrangements pourront s'inspirer de modèles et schémas d'accords, de statuts et de contrats annexés à la convention. Ces modèles et schémas, étant de nature indicative, n'ont pas de valeur conventionnelle.

III

Les compétences en matière de relations internationales sont réglées en Suisse par les articles 8 à 10 de la constitution fédérale. Aux termes de l'article 8, la Confédération dispose de la compétence générale. L'article 9 réserve néanmoins la compétence des cantons pour traiter avec les Etats étrangers d'objets concernant l'économie publique, les rapports de voisinage et de police. Les traités ainsi conclus ne doivent rien contenir de contraire à la Confédération ou aux droits d'autres cantons. Les cantons peuvent correspondre directement avec les autorités inférieures d'un Etat étranger pour les objets déjà mentionnés; par contre, les rapports avec les gouvernements centraux étrangers ont lieu par l'intermédiaire du Conseil fédéral (art 10 CF).

La convention cadre ne modifiera en rien ces dispositions constitutionnelles. La coopération régionale transfrontalière peut cependant s'en trouver facilitée pour les cantons dans la mesure où, dans les Etats voisins également, les autorités régionales se verront accorder une certaine autonomie qui, si elle fait défaut, empêche les cantons d'exercer pleinement leurs compétences. Les problèmes que posent actuellement l'aménagement du territoire, la protection de l'environnement, les questions de trafic et d'autres rendent nécessaire la coopération au-delà de la frontière, également au plan régional.

- 3 -

IV

L'article 1 de la convention stipule que la conclusion d'accords ou arrangements de coopération transfrontalière se fait dans le respect des dispositions constitutionnelles propres à chaque Partie. Cette coopération précise l'article 2, paragraphe 1, s'exercera dans le cadre des compétences des collectivités ou autorités territoriales, telles qu'elles sont définies par le droit interne. Notre ordre juridique n'est donc pas touché. En fait, de par son objet et son champ d'application, la convention concerne au premier titre les 16 cantons frontaliers.

Avant de soumettre une proposition au Conseil fédéral portant sur la signature de la convention, le Département fédéral des affaires étrangères estime donc opportune l'ouverture d'une procédure de consultation conformément aux directives du Conseil fédéral du 6 mai 1970 concernant la procédure préliminaire en matière de législation et plus particulièrement en référence aux chiffres 11, 12, alinéa 2, lettre b et 17 (FF 1970 I 1002).

Aux fins d'obtenir l'avis des cantons au sujet de la convention, le DFAE a rédigé une lettre destinée aux gouvernements cantonaux intéressés. Un mémoire l'accompagne situant la portée générale de la convention ainsi que ses implications. Le texte de la convention (en français et en allemand) y est joint.

Ces diverses pièces sont annexées à la présente proposition. Il conviendra de laisser aux cantons consultés un délai de deux mois au moins afin qu'ils puissent se prononcer.

En conséquence, la Suisse n'a pas été en mesure de signer la convention à la date d'ouverture fixée au 21 - 23 mai 1980.

- 4 -

Le DFAE espère cependant être en mesure de proposer sa signature au Conseil fédéral avant la fin de cette année. Un message proposant l'approbation de la convention cadre aux Chambres fédérales devrait normalement leur être soumis durant les sessions d'été et d'automne 1981.

Au vu des considérations qui précèdent, nous avons l'honneur de proposer :

- 1) Le Département fédéral des affaires étrangères est autorisé à consulter les 16 cantons frontaliers sur la Convention cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales.
- 2) A cette fin, une lettre accompagnée d'un mémoire situant la portée générale de la convention sera adressée aux gouvernements des cantons concernés de même que le texte définitif de la convention (dans sa version originale française et sa traduction en langue allemande) (figurent en annexe).
- 3) Les autres cantons reçoivent également à titre d'information les pièces mentionnées sous chiffre 2 du fait qu'elles abordent des questions d'intérêt général concernant leurs relations extérieures.
- 4) Le Département fédéral des affaires étrangères rassemble les résultats de la consultation dont le délai de réponse est fixé à deux mois au moins et, en informant le Conseil fédéral des conclusions qui s'en dégageront, lui proposera le cas échéant la signature de la convention cadre.

- 5 -

- 5) Vu l'intérêt restreint de cette consultation, la récapitulation des résultats n'est pas publiée ni remise à la presse.

Département fédéral des affaires étrangères

Pierre Aubert

- Annexes - Lettre du DFAE aux gouvernements cantonaux intéressés (fr., all.)
- Mémoire (fr., all.)
- Texte de la convention (fr. et all.)

Pour rapport joint :

- Département de l'intérieur,
- Département de justice et police,
- Département des finances,
- Département de l'économie publique,
- Département des transports et communications et de l'énergie.

Extrait du procès-verbal :

- Département fédéral des affaires étrangères, en 10 exemplaires, pour exécution;
- Département de l'intérieur, en 4 exemplaires;
- Département de justice et police, en 4 exemplaires;
- Département des finances, en 4 exemplaires;
- Département de l'économie publique, en 4 exemplaires;
- Département des transports et communications et de l'énergie, en 4 exemplaires
- Chancellerie fédérale, en 4 exemplaires.

Aux Gouvernements des cantons
frontaliers

Conseil de l'Europe;
Convention cadre européenne sur
la coopération transfrontalière
des collectivités ou autorités
territoriales

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de vous soumettre ci-joint
pour avis la convention citée en exergue.

Le texte de cette convention a été adopté
par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en date
du 5 février 1980 à Strasbourg après quatre ans de travaux.
La convention a été ouverte à la signature des Etats membres
du Conseil de l'Europe lors de la 4e Conférence des ministres
européens responsables des collectivités locales qui s'est
tenue à Madrid du 21 au 23 juin 1980.

La convention vise à faciliter et à promouvoir la
coopération transfrontalière entre les collectivités ou auto-
rités territoriales relevant de deux ou plusieurs Parties
contractantes. Dans le respect des dispositions constitution-
nelles propres à chaque Partie, elle recommande la conclusion
d'accords et d'arrangements utiles à cette fin. Ces accords
et arrangements pourront s'inspirer de modèles et schémas
d'accords, de statuts et de contrats de nature indicative
annexés à la convention. Conformément à notre volonté de
coopération avec les vingt autres Etats membres du Conseil
de l'Europe, nous estimons que la Suisse devrait signer puis

./.

- 2 -

ratifier cette convention qui pourrait contribuer à la mise sur pied d'une véritable coopération régionale en Europe.

De par son objet et son champ d'application, la convention concerne donc au premier titre les cantons frontaliers. Lors d'une consultation préalable en décembre 1975, l'administration fédérale avait déjà soumis à leur attention les projets d'accords-modèles à annexer à la future convention. Le Conseil fédéral a estimé qu'il convenait maintenant de recueillir également leur avis sur la convention elle-même. Ainsi, en conformité avec les directives du Conseil fédéral du 6 mai 1970 concernant la procédure préliminaire en matière de législation, le Département fédéral des affaires étrangères a été autorisé à entreprendre la présente consultation auprès des gouvernements cantonaux concernés.

A cette fin, vous voudrez bien trouver ci-joint les pièces suivantes :

- 1) un mémoire, établi par le Département des affaires étrangères situant la portée générale de la convention cadre et ses implications pour la Suisse.
- 2) le texte français original de la convention et sa traduction allemande mise au point en commun avec la République fédérale d'Allemagne et l'Autriche.

Au vu de ce qui précède, nous vous saurions gré de nous faire connaître vos observations concernant l'intention du Conseil fédéral de signer cette convention puis de proposer son approbation aux Chambres fédérales.

Nous vous serions vivement reconnaissants de bien vouloir nous faire parvenir votre avis d'ici au ... 1980. D'avance nous vous remercions de votre réponse et vous présentons, Monsieur le Président, l'assurance de notre haute considération.

Département fédéral des affaires étrangères

Pierre Aubert

Annexe mentionnée



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
 FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
 DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

o.121.227 - VE/BL/oh

- An die Regierungen der
 Grenzkantone

Europarat;
 Europäisches Rahmenübereinkommen über die grenzüberschreitende
 Zusammenarbeit zwischen Gebietskörperschaften oder Behörden

Sehr geehrter Herr Regierungspräsident,

Wir beehren uns, Ihnen in der Beilage das obengenannte
 Uebereinkommen zur Stellung-
 nahme zu übermitteln. Der Text dieses Uebereinkommens ist vom
 Ministerkomitee des Europarats nach vier Jahren Arbeit am 5.
 Februar 1980 in Strassburg gutgeheissen worden. Das Uebereinkom-
 men hat anlässlich der vom 21. bis 23. Mai dieses Jahres in Madrid
 abgehaltenen 4. Konferenz der für die örtlichen Körperschaften
 verantwortlichen europäischen Minister zur Unterzeichnung durch
 die Mitgliedstaaten des Europarats aufgelegt.

Das Uebereinkommen zielt darauf ab, die grenzüberschrei-
 tende Zusammenarbeit zwischen den Gebietskörperschaften oder Be-
 hörden zweier oder mehrerer Vertragsparteien zu erleichtern und
 zu fördern. Es empfiehlt die Schliessung von dazu nützlichen Ab-
 kommen und Vereinbarungen, unter Beachtung der jeweiligen ver-
 fassungsrechtlichen Bestimmungen der einzelnen Vertragsparteien.
 Diese Abkommen und Vereinbarungen können sich nach dem Ueberein-
 kommen beigefügten, als Anhaltspunkt dienenden Mustern und Grund-
 rissen von Vereinbarungen, Satzungen und Verträgen richten. Gemäss
 unserem Willen zur Zusammenarbeit mit den zwanzig anderen Mitglied-
 staaten des Europarats sind wir der Meinung, dass die Schweiz

./.

- 2 -

dieses Uebereinkommen, welches zur Begründung einer wirklichen regionalen Zusammenarbeit in Europa beitragen könnte, unterzeichnen und anschliessend ratifizieren sollte.

Seinem Gegenstand und seinem Anwendungsfeld nach betrifft das Uebereinkommen v.a. die Grenzkantone. Anlässlich eines ersten, im Dezember 1975 durchgeführten Vernehmlassungsverfahrens hatte ihnen die Bundesverwaltung bereits die Entwürfe der dem künftigen Uebereinkommen anzufügenden Mustervereinbarungen unterbreitet. Ein kürzlicher Beschluss des Bundesrates hält fest, nun seien die erwähnten Kantone auch um eine Stellungnahme zum Uebereinkommen selbst zu ersuchen. So ist, in Uebereinstimmung mit den bundesrätlichen Richtlinien vom 6. Mai 1970 über das Vorverfahren der Gesetzgebung, das Eidgenössische Departement für auswärtige Angelegenheiten ermächtigt worden, das jetzige Vernehmlassungsverfahren bei den betreffenden Kantonsregierungen durchzuführen.

Zu diesem Zweck übermitteln wir Ihnen in der Beilage folgende Schriftstücke :

1) eine vom Departement für auswärtige Angelegenheiten verfertigte Notiz, die die allgemeine Bedeutung des Rahmenübereinkommens und seine möglichen Auswirkungen in der Schweiz aufzeigt,

2) den französischen Originaltext des Uebereinkommens und seine deutsche Uebersetzung, deren endgültige Fassung ein gemeinsames Produkt der Bundesrepublik Deutschland, Oesterreichs und der Schweiz darstellt.

Gestützt auf die vorstehenden Ausführungen bitten wir Sie, sich zur Absicht des Bundesrates, dieses Uebereinkommen zu unterzeichnen und es anschliessend den Eidgenössischen Räten mit

./.

- 3 -

dem Antrag auf Zustimmung zu unterbreiten, äussern zu wollen.

Wir wären Ihnen sehr dankbar, wenn Sie uns Ihre Stellungnahme bis zum ... 1980 bekanntgeben könnten. Indem wir Ihnen zum voraus für Ihre Antwort danken, versichern wir Sie, sehr geehrter Herr Regierungspräsident, unserer vorzüglichen Hochachtung.

Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten

Pierre Aubert

Beilagen erwähnt

Mémoire

1. Les dispositions constitutionnelles en matière de relations internationales en Suisse

- 1.1 La coopération régionale transfrontalière a gagné en importance depuis quelques années. Les problèmes d'aménagement du territoire, du trafic, de la protection de l'environnement, de la production d'énergie et bien d'autres encore dépassent les limites des frontières étatiques. Ils ne peuvent être résolus que par entente réciproque. Les régions frontières suisses sont également confrontées à de tels problèmes bien qu'ils ne soient pas ressentis partout avec la même acuité.
- 1.2 Au plan interne, l'on peut distinguer les problèmes qui ne peuvent être résolus que par les autorités centrales et ceux qui relèvent de la compétence des autorités régionales. De même, pour les problèmes transfrontaliers, il y a lieu de faire la part entre ceux qui seront réglés, au plan international, entre les Etats et ceux qui, bien qu'interétatiques, ressortissent à l'échelon régional ou local. Dans le domaine des relations internationales, l'importance matérielle d'un problème ou son étendue géographique ne joue pas un rôle déterminant dans la décision de savoir s'il entre dans les compétences de l'Etat ou des autorités et collectivités locales ou régionales. L'élément décisif est bien davantage la façon dont sont réglées les compétences au plan interne pour le problème en cause et pour une solution relevant du droit des gens.

./.

- 2 -

L'on peut constater à ce sujet de grandes différences dans les différents pays d'Europe et en particulier parmi les Etats voisins de la Suisse. Alors que dans un Etat fédéral, les divers Etats membres disposent de certaines compétences également dans le domaine des relations extérieures, ces dernières n'appartiennent qu'aux instances centrales supérieures dans un Etat unitaire centralisateur. La coopération transfrontalière est ainsi rendue plus difficile du fait que des problèmes purement régionaux deviennent aussi une affaire nationale.

- 1.3 En ce qui concerne la Suisse, les articles 8, 9 et 10 de la constitution fédérale règlent les compétences de la Confédération et des cantons en matière de relations internationales. L'article 8 CF conjointement avec les articles 85, chiffres 5 et 6, et 102, chiffres 7, 8 et 9 CF donne à la Confédération la compétence générale de conclure des alliances et des traités avec les Etats étrangers. L'article 9 CF réserve la compétence des cantons de conclure des traités sur des objets concernant l'économie publique, les rapports de voisinage et de police; ils ne doivent néanmoins rien contenir de contraire à la Confédération ou aux droits des autres cantons. Selon l'article 102, chiffre 7 CF, le Conseil fédéral examine les traités des cantons avec l'étranger et les approuve s'il y a lieu. Si le Conseil fédéral estime ne pas pouvoir les approuver ou si un canton élève une réclamation, lesdits traités des cantons sont portés à l'Assemblée fédérale qui décide (art 85, ch 5 CF). Selon l'article 10 CF, les rapports officiels des cantons avec les gouvernements étrangers ou leurs représentant ont lieu par l'intermédiaire du Conseil fédéral. Toutefois, les cantons peuvent correspondre directement avec les autorités inférieures et les employés d'un Etat étranger pour des objets concernant l'économie publique, les rapports de voisinage et de police. Il en résulte qu'un canton peut conclure lui-même un traité avec un Etat étranger membre d'une fédération (Gliedstaat) lorsqu'il s'agit des objets mentionnés ci-dessus

et sous réserve de l'approbation du Conseil fédéral selon l'article 102, chiffre 7 CF. Le même traité passé avec un Etat central étranger doit alors être conclu par le Conseil fédéral, au nom du canton concerné. Conformément à notre ordre juridique, un tel traité ne devient cependant pas du droit fédéral; il reste droit cantonal et doit être approuvé par les autorités cantonales compétentes.

Les "objets" nommés à l'article 9 CF, soit "l'économie publique, les rapports de voisinage et de police" peuvent être interprétés de diverses manières. Dans la pratique, la Confédération s'est ralliée à une interprétation libérale et non exclusive. Aujourd'hui tous les domaines qui, selon notre ordre juridique interne, sont de la compétence des cantons y sont englobés. Le droit fédéral constitue ainsi la limite absolue : un canton n'est pas autorisé à conclure des traités sur des objets qui sont réglés par le droit fédéral. Par contre, dans la pratique, la Confédération conclut souvent des traités qui concernent le droit cantonal, par exemple le droit fiscal (double imposition), la procédure civile et l'entraide judiciaire parce que ce sont des matières qui, dans le cadre des relations internationales, doivent être réglées globalement au plan suisse. D'un autre côté, les cantons, et non seulement les cantons frontaliers, ne font pas tous le même usage des possibilités qui leur sont offertes en vertu de l'article 9 CF. Ils n'en tirent pas tous profit, parfois dans l'intérêt général bien compris, c'est-à-dire pour éviter des ruptures au plan régional.

4. D'une manière générale, l'on peut dire que l'ordre juridique tel que décrit par les articles 8 à 10 CF donne satisfaction. La répartition des compétences constitutionnelles entre la Confédération et les cantons a fait ses preuves; un changement ne s'impose pas. De ce point de vue, la Convention cadre

européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales n'apporte pas d'éléments nouveaux, en particulier aucune modification de compétence.

2. Les activités du Conseil de l'Europe dans le domaine de la coopération transfrontalière

2.1 La Suisse est membre du Conseil de l'Europe depuis 1963. Cette organisation regroupe aujourd'hui 21 Etats démocratiques du continent. Le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres et de promouvoir la coopération entre ceux-ci. Ce but est poursuivi notamment par la conclusion d'accords.

2.2 Parmi les activités du Conseil de l'Europe, la coopération des pouvoirs locaux et régionaux frontaliers présente un aspect intéressant et original. Afin de promouvoir la collaboration entre régions et communes des pays voisins, l'idée a été lancée (Recommandation 470 (1966) de l'Assemblée parlementaire relative à la coopération européenne des pouvoirs locaux) de proposer au Comité des Ministres l'élaboration d'un projet de convention à cet effet.

2.3 Il fallut attendre 1975 pour voir le Comité de coopération pour les questions municipales et régionales entamer des travaux visant à mettre sur pied des accords-modèles relatifs à la coopération transfrontalière. La même année, en novembre à Paris, la première Conférence des Ministres européens responsables des collectivités locales, proposait l'élaboration d'une convention cadre européenne. La seconde Conférence à Athènes, en novembre 1976, demandait qu'un projet de convention soit mis sur pied.

2.4 La délégation suisse à Athènes avait fait connaître la position de principe favorable des autorités fédérales à

un tel projet de convention européenne. Auparavant, une consultation préalable avait été effectuée auprès des cantons frontaliers - par lettre du 30 décembre 1975 - et des services de l'administration fédérale, leur soumettant pour avis les projets d'accords-modèles à annexer au futur projet de convention. La consultation faite auprès des cantons avait révélé que la possibilité de disposer de tels instruments ne leur paraissait pas d'une absolue nécessité, étant donné les compétences dont ils disposent en matière de relations extérieures avec les autorités des régions limitrophes. Toutefois, pour la plupart de leurs voisins et des autres pays européens, un tel instrument établi au niveau européen comblait une lacune.

- 2.5 Le processus entamé depuis 1976 a finalement abouti quatre ans plus tard lorsque le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté le texte final de la convention le 5 février 1980.

3. Aperçu du contenu de la convention cadre

- 3.1 La convention se compose d'un préambule, de douze articles et d'annexes réparties en deux sections principales soit d'une part des "modèles d'accords interétatiques", et d'autre part des "schémas d'accords, de statuts et de contrats à passer entre autorités locales".

Le Préambule énonce en termes généraux les buts poursuivis par la convention qui vise à favoriser autant que possible la coopération transfrontalière et à contribuer ainsi à la mise en valeur et au développement économique et social des communes et régions frontalières.

- 3.2 L'article 1 indique l'objet et le but de la convention. Chaque Partie contractante prend l'engagement, de caractère

général, de favoriser la coopération transfrontalière entre les collectivités ou autorités territoriales relevant de sa juridiction et celles relevant de la compétence d'autres Parties contractantes. La conclusion d'accords ou d'arrangements à cette fin se fait dans le respect des dispositions constitutionnelles des Parties. La structure des Etats est ainsi sauvegardée.

L'article 2 contient la définition des notions les plus importantes pour la mise en oeuvre de la convention, à savoir la "coopération transfrontalière" et le terme de "collectivité ou autorité territoriale". Pour la Suisse, ces dernières expressions correspondent aux cantons et communes.

L'article 3 concerne essentiellement les accords et arrangements modèles qui figurent en annexe à la convention. Ceux-ci recouvrent des formes de coopération déjà existantes, à savoir les accords interétatiques, d'une part, et les arrangements entre collectivités ou autorités territoriales d'autre part. Les Parties pourront, si elles l'estiment nécessaire, prendre en considération ces modèles ou s'en inspirer le cas échéant. Il ressort en outre que les Etats pourront recourir à toute autre forme de coopération transfrontalière.

L'article 4 a trait à certaines dispositions du droit interne des Parties qui seraient susceptibles d'entraver la coopération transfrontalière. Il s'agit pour les Etats d'introduire dans leur droit les aménagements nécessaires. Les adaptations ne concernent pas les compétences des autorités ou collectivités mais seulement certaines conditions de mise en oeuvre de ces compétences. De toutes façons les modifications ne seront pas le fait de la convention mais seront décidées par chaque Etat.

L'objet de l'article 5 est de souligner que les Etats devraient éviter toute discrimination à l'encontre des autorités et collectivités territoriales qui s'engagent dans la coopération transfrontalière, particulièrement en matière d'aide technique et financière et de subventions.

Les articles 6 et 7 soulignent l'importance des échanges d'information dans la coopération transfrontalière. A l'article 8, il est prévu que le Secrétaire général du Conseil de l'Europe soit tenu informé de la conclusion des accords ou arrangements passés dans le cadre de la convention et de ses annexes.

Les articles 9 à 12 forment les dispositions finales habituelles d'une convention.

- 3.3 Les annexes à la convention sont de nature indicative seulement et n'ont pas un caractère obligatoire. Elles sont divisées en modèles d'accords interétatiques et d'arrangements entre collectivités ou autorités territoriales.
- 3.3.1 Les accords interétatiques constituent un ensemble hiérarchisé. Le deuxième modèle prévoit la création d'une commission mixte et le cas échéant d'un ou plusieurs comités régionaux. Les modèles 3 à 5 sont adaptés à la coopération locale et intercommunale, à savoir : la concertation, la conclusion de contrats, la création d'organismes de coopération transfrontalière.
- 3.3.2 Sous la catégorie des arrangements entre collectivités ou autorités territoriales se rangent les modèles et schémas d'accords, de statuts et de contrats entre lesdites collectivités illustrant différentes formes de coopération transfrontalière. Il s'agit essentiellement de la constitution

de groupes transfrontaliers de concertation et de coordination entre autorités locales visant à l'information et à la consultation réciproque. L'on peut distinguer trois niveaux : la simple concertation, la coordination dans la gestion d'affaires d'intérêt commun, les contrats de fourniture ou de prestation de services entre autorités locales frontalières ou les contrats d'associations.

4. La Suisse et la convention cadre sur la coopération transfrontalière

4.1 La coopération avec les régions voisines des pays qui nous entourent a toujours revêtu une importance particulière dans notre pays, vu sa situation géographique au coeur de l'Europe ainsi que pour des raisons historiques. Dès lors, les actions visant à régler certains problèmes par-dessus les frontières étatiques au travers d'une coopération régionale n'ont cessé de prendre de l'ampleur. Divers instruments de coopération intergouvernementale ont été mis sur pied. Les commissions créées à cet effet, bilatérales ou multilatérales, auxquelles la Suisse participe sont actuellement au nombre d'une trentaine.

4.2 Ces commissions ont généralement été créées en application de conventions conclues avec les pays voisins pour régler des questions particulières comme la lutte contre la pollution, l'utilisation et la protection des cours d'eau, fleuves et lacs, les questions relatives au trafic et aux voies de communication (tunnels, aéroports,...). Ces dernières années, elles ont été amenées dans certains cas à couvrir des problèmes plus vastes touchant à l'aménagement de toute une région ou à la solution de problèmes socio-économiques (emploi et frontaliers). Les deux exemples les plus illustratifs à cet égard sont la

commission mixte franco-suisse créée en 1973 pour les problèmes de voisinage de la région de Genève et la Commission tripartite consultative franco-germano-suisse pour la région de Bâle.

Par ailleurs, il convient de relever ici que de nombreuses communes de notre pays, situées dans les régions frontalières, coopèrent déjà de diverses manières avec les collectivités locales étrangères voisines dans des domaines tels que l'épuration des eaux, la propriété foncière, le tourisme, les festivités etc.

5. Considérations finales

- 5.1 Notre pays s'est acquis une solide expérience en matière de coopération transfrontalière. Ainsi, dans une très large mesure, la solution aux problèmes transfrontaliers y est assurée dans des conditions plus favorables par comparaison avec la situation prévalant dans les autres pays européens. La constitution fédérale garantit une autonomie des cantons dans les relations avec l'étranger qui leur permet de coopérer avec les régions étrangères avoisinantes.
- 5.2 Les considérations indiquées ci-dessus ne signifient toutefois pas que les instruments de coopération proposés par la convention cadre européenne ne puissent, le cas échéant, se révéler également utiles pour la Suisse, ne serait-ce qu'indirectement en facilitant les initiatives de collectivités ou autorités territoriales voisines.
- 5.3 Conformément à notre volonté de coopération avec les 20 autres Etats membres du Conseil de l'Europe, nous estimons que la Suisse devrait signer puis ratifier cette convention qui facilitera la mise sur pied d'une véritable coopération régionale à l'échelle du continent.

- 10 -

5.3.2 En effet, ce faisant, la Confédération et surtout les cantons qui seront les principaux partenaires dans la mise en oeuvre de la convention, pourront ainsi bénéficier d'un tel support juridique offert aux collectivités et autorités territoriales des régions voisines. Les accords-modèles ne figurent dans la convention qu'à titre indicatif et n'imposent dès lors aucune obligation conventionnelle aux Parties contractantes.

En restant en dehors de la convention, la Suisse témoignerait par là d'un manque de solidarité européenne, d'autant plus qu'elle s'est toujours montrée favorable à ce que les problèmes de coopération transfrontalière soient traités au sein du Conseil de l'Europe.

6. Au vu des considérations ci-dessus, les cantons frontaliers sont invités à répondre à la question formulée dans la lettre accompagnant le présent mémoire.

CommuniquéConvention cadre européenne sur la coopération
transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales

Le Conseil fédéral a décidé d'ouvrir une consultation auprès des cantons frontaliers pour leur soumettre la Convention cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales. La convention élaborée au sein du Conseil de l'Europe a été adoptée le 5 février 1980 par le Comité des Ministres.

Selon les dispositions de la convention, chaque Partie contractante s'engage à faciliter et à promouvoir la coopération transfrontalière entre ses collectivités ou autorités territoriales respectives. La conclusion d'accords et d'arrangements y est encouragée. Des modèles d'accords-types de nature indicative sont proposés en annexe, dont il sera possible de s'inspirer le cas échéant.

Au terme de la consultation auprès des cantons, dont le délai a été fixé à deux mois, le Conseil fédéral sera informé des résultats de la consultation et se verra proposer, le cas échéant, la signature de la convention. La Suisse témoignera ainsi de l'intérêt qu'elle a toujours manifesté pour un instrument de ce genre qui devrait faciliter la mise en oeuvre d'une véritable coopération régionale en Europe.

1998.01.14
1998.01.14

1998.01.14
1998.01.14

1998.01.14
1998.01.14

1998.01.14
1998.01.14

1998.01.14
1998.01.14

o.121.227 - DS/VE/BL/oh

Notiz

1. Die verfassungsmässige Ordnung der auswärtigen Gewalt in der Schweiz
- 1.1. Die grenzüberschreitende regionale Zusammenarbeit gewinnt seit einigen Jahren an Bedeutung. Die Probleme der Raumplanung, des Verkehrs, des Umweltschutzes, der Energieproduktion und andere mehr machen vor den jeweiligen Staatsgrenzen nicht halt. Sie lassen sich nur mit gegenseitiger Rücksichtnahme lösen. Solche Probleme stellen sich auch für die schweizerischen Grenzregionen, allerdings nicht überall mit der gleichen Intensität.
- 1.2. Innerstaatlich lässt sich zwischen den Problemen unterscheiden, die nur von den Zentralbehörden gelöst werden können, und denjenigen, die in den Zuständigkeitsbereich der Regionalbehörden fallen. Desgleichen ist bei grenzüberschreitenden Problemen zu unterscheiden zwischen solchen, die, auf internationaler Ebene, zwischen den Staaten geregelt werden, und solchen, die, obwohl zwischenstaatlich, auf regionaler oder örtlicher Stufe zu behandeln sind. Im internationalen Verhältnis spielt nicht primär die sachliche Bedeutung eines Problems oder der geografische Umkreis, in dem es sich auswirkt, die massgebende Rolle für die Zuweisung an den Staat oder an regionale und lokale Gebietskörperschaften: Entscheidend ist weit mehr, wie innerstaatlich die Kompetenzen für die Behandlung einer bestimmten Frage auf nationaler Ebene und für eine allfällige völkerrechtliche Regelung

./.

verteilt sind. Zwischen den verschiedenen europäischen Staaten, insbesondere auch den Nachbarn der Schweiz, bestehen hierin grosse Unterschiede. Während in einem Bundesstaat den einzelnen Gliedstaaten auch international bestimmte Befugnisse zustehen, liegt in einem zentralistisch organisierten Staat diese Zuständigkeit ausschliesslich bei den obersten zentralen Stellen. Die grenzüberschreitende Zusammenarbeit wird so erschwert, weil auch rein regionale Probleme zu nationalen Angelegenheiten werden.

- 1.3. In der Schweiz regeln die Artikel 8, 9 und 10 der Bundesverfassung die Zuständigkeiten von Bund und Kantonen in den auswärtigen Beziehungen. Artikel 8, in Verbindung mit Artikel 85 Ziffern 5 und 6 und Artikel 102 Ziffern 7,8 und 9, gibt dem Bund eine umfassende Kompetenz zur Eingehung völkerrechtlicher Verpflichtungen. Artikel 9 behält die Befugnisse der Kantone vor, Verträge über Gegenstände der Staatswirtschaft, des nachbarlichen Verkehrs und der Polizei mit dem Ausland abzuschliessen; diese Verträge dürfen jedoch nichts dem Bund oder den Rechten anderer Kantone Zuwiderlaufendes enthalten. Der Bundesrat hat nach Artikel 102 Ziffer 7 diese Verträge zu überprüfen und zu genehmigen, wenn sie zulässig sind. Erachtet er sie als nicht annehmbar oder erhebt ein anderer Kanton Einsprache, so hat nach Artikel 85 Ziffer 5 die Bundesversammlung zu entscheiden. Gemäss Artikel 10 findet der amtliche Verkehr der Kantone mit auswärtigen Staatsregierungen und ihren Stellvertretern durch Vermittlung des Bundesrates statt. Jedoch können die Kantone mit den untergeordneten Behörden und Beamten eines auswärtigen Staates betreffend Gegenstände der Staatswirtschaft, des nachbarlichen Verkehrs und der Polizei in unmittelbaren Verkehr treten. Daraus folgt, dass ein Kanton einen Vertrag über einen Gegenstand der genannten Gebiete mit einem ausländischen Gliedstaat selbst abschliessen kann, unter Vorbehalt der Genehmigung durch den Bundesrat nach Artikel 102 Ziffer 7. Der gleiche Vertrag

./.

- 3 -

mit einem ausländischen Zentralstaat ist aber durch den Bundesrat, im Namen des Kantons, abzuschliessen. Landesrechtlich wird jedoch ein solcher Vertrag nicht zu Bundesrecht : Er bleibt kantonales Recht und ist von den zuständigen kantonalen Behörden zu genehmigen.

Der in Artikel 9 genannte Begriff "Gegenstände der Staatswirtschaft, des nachbarlichen Verkehrs und der Polizei" kann verschieden ausgelegt werden. In der Praxis bietet der Bund zu einer weiten Interpretation Hand. Heute fallen grundsätzlich alle Materien, die nach der schweizerischen bundesstaatlichen Ordnung Domäne der kantonalen Gesetzgebung sind, darunter. Eine absolute Schranke bildet also das Bundesrecht: Ein Kanton ist nicht befugt, über Materien Verträge zu schliessen, die von diesem geregelt sind. In der Praxis schliesst jedoch der Bund oft Verträge ab, die kantonales Recht, z.B. das Steuerrecht (Doppelbesteuerung), das Zivilprozessrecht und die Rechtshilfe, betreffen, weil die Materien im internationalen Verhältnis gesamtschweizerisch geregelt werden müssen. Andererseits machen die Kantone, nicht nur die an das Ausland angrenzenden, von den ihnen mit Artikel 9 gebotenen Möglichkeiten unterschiedlichen Gebrauch. Nicht alle nützen diese aus, manchmal im wohlverstandenen Gesamtinteresse, d.h. um eine regionale Zersplitterung zu vermeiden.

- 1.4. Allgemein kann gesagt werden, dass die in den Artikeln 8 - 10 der Bundesverfassung festgelegte Ordnung befriedigt. Die verfassungsmässige Kompetenzabgrenzung zwischen Bund und Kantonen hat sich bewährt; eine Aenderung drängt sich nicht auf. Unter diesem Gesichtspunkt bringt das Europäische Rahmenübereinkommen über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit zwischen Gebietskörperschaften oder Behörden nichts Neues, insbesondere keine Kompetenzverschiebungen.

./.

2. Die Tätigkeiten des Europarats auf dem Gebiet der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit

- 2.1. Die Schweiz ist seit 1963 Mitglied des Europarats. Diese Organisation wird heute von 21 demokratischen Staaten des Kontinents gebildet. Ziel des Europarats ist es, seine Mitglieder einander näher zu bringen und die Zusammenarbeit zwischen ihnen zu fördern. Dieses Ziel wird namentlich durch die Schliessung von Abkommen angestrebt.
- 2.2. Unter den Tätigkeiten des Europarats stellt die Zusammenarbeit zwischen örtlichen und regionalen Behörden der Grenzgebiete einen interessanten und originellen Aspekt dar. Zwecks Förderung der Zusammenarbeit zwischen Regionen und Gemeinden benachbarter Länder ist angeregt worden (Empfehlung 470 (1966) der Parlamentarischen Versammlung betreffend die Zusammenarbeit zwischen örtlichen Behörden in Europa), dem Ministerkomitee die Ausarbeitung eines Entwurfs eines diesbezüglichen Übereinkommens vorzuschlagen.
- 2.3. Es wurde 1975, bis der Zusammenarbeitsausschuss für Gemeinde- und Regionalfragen Arbeiten aufnahm, die dahin zielten. Mustervereinbarungen zur grenzüberschreitenden Zusammenarbeit zu schaffen. Im gleichen Jahr, im November, wurde an der ersten, in Paris durchgeführten Konferenz der für die örtlichen Körperschaften verantwortlichen europäischen Minister der Vorschlag gutgeheissen, es sei ein europäisches Rahmenübereinkommen auszuarbeiten. An der zweiten Konferenz, im November 1976 in Athen, kam es zur Annahme der Forderung nach Schaffung eines Übereinkommensentwurfs.
- 2.4. Die schweizerische Delegation in Athen hatte die einen solchen Entwurf eines europäischen Übereinkommens begrüssende Grundsatzhaltung der Bundesbehörden zur Kenntnis gebracht. Vorgängig war bei den Grenzkantonen, mit Schreiben vom 30. Dezember 1975, und den Dienststellen der Bundesverwaltung ein Vernehmlassungsverfahren über die dem künftigen Überein-

kommen anzufügenden Mustervereinbarungen eingeleitet worden. Dieses Verfahren hatte ergeben, dass es den Kantonen in Anbetracht ihrer Kompetenzen auf dem Gebiet der Aussenbeziehungen zu den Behörden nachbarlicher Grenzregionen nicht unbedingt notwendig schien, über solche Rechtsinstrumente verfügen zu können. Umgekehrt füllte aber ein auf europäischer Ebene geschaffenes rechtliches Mittel der fraglichen Art für die Mehrzahl ihrer Nachbarn und der andern europäischen Länder eine Lücke aus.

- 2.5. Die 1976 eingeleitete Entwicklung führte schliesslich vier Jahre später zum Ziel, als das Ministerkomitee des Europarats am 5. Februar 1980 den endgültigen Uebereinkommenstext guthiess.

3. Inhalt des Rahmenübereinkommens

- 3.1. Das Uebereinkommen besteht aus einer Präambel, zwölf Artikeln und zwei Hauptgruppen zugeordneten Beilagen, nämlich einerseits den "Mustern zwischenstaatlicher Vereinbarungen" und andererseits den "Grundrissen von Vereinbarungen, Satzungen und Verträgen, die zwischen den örtlichen Behörden geschlossen werden".

Die Präambel nennt in allgemeinen Worten die vom Uebereinkommen verfolgten Ziele, welche darin bestehen, die grenzüberschreitende Zusammenarbeit soweit wie möglich zu fördern und auf diese Weise zur Erschliessung und wirtschaftlichen und sozialen Entwicklung der Grenzgemeinden und -regionen beizutragen.

- 3.2. Artikel 1 bezeichnet den Gegenstand und die Ziele des Uebereinkommens. Jede Vertragspartei übernimmt die Verpflichtung, die grenzüberschreitende Zusammenarbeit zwischen den Gebietskörperschaften oder Behörden in ihrem eigenen Zuständigkeits-

- 6 -

bereich und denjenigen im Zuständigkeitsbereich anderer Vertragsparteien zu fördern. Entsprechende Abkommen oder Vereinbarungen werden unter Beachtung der jeweiligen verfassungsrechtlichen Bestimmungen der Parteien geschlossen. Die Struktur der Staaten bleibt so gewahrt.

Artikel 2 enthält die Definitionen der für die Anwendung des Uebereinkommens wichtigsten Begriffe, nämlich der "grenzüberschreitenden Zusammenarbeit" und der "Gebietskörperschaften oder Behörden". In der Schweiz entspricht der zweite Ausdruck den Kantonen, bzw. Gemeinden.

Artikel 3 bezieht sich im wesentlichen auf die dem Uebereinkommen beigelegten Mustervereinbarungen. Diese schlagen bereits verwendete Formen der Zusammenarbeit, nämlich zwischen den Staaten oder zwischen den örtlichen Behörden zu schliessende Vereinbarungen, vor. Wenn sie es für erforderlich halten, werden die Vertragsparteien diese Muster berücksichtigen oder sich gegebenenfalls ganz nach ihnen richten können. Aus den Bestimmungen des Artikels geht weiter hervor, dass die Staaten frei sein werden, irgendeine andere Form der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit anzuwenden.

Artikel 4 nimmt Bezug auf gewisse im internen Recht der Vertragsparteien anzutreffende Bestimmungen, die geeignet sind, die grenzüberschreitende Zusammenarbeit zu behindern. Es handelt sich für die Staaten darum, in ihrem Recht die notwendigen Aenderungen vorzunehmen. Diese Anpassungen betreffen nicht die Kompetenzen der Behörden oder Körperschaften, sondern nur gewisse Bedingungen der Anwendung dieser Kompetenzen. Auf jeden Fall werden die Aenderungen nicht unmittelbar vom Uebereinkommen bewirkt, sondern von den einzelnen Staaten beschlossen werden.

Artikel 5 hebt hervor, dass die Staaten, be-

sonders auf dem Gebiet der technischen und finanziellen Hilfe sowie der Subventionen, von jeglicher Diskriminierung der eine grenzüberschreitende Zusammenarbeit aufnehmenden Gebietskörperschaft^a und Behörden Abstand nehmen sollten.

Die Artikel 6 und 7 unterstreichen die Bedeutung des Informationsaustausches bei der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit.

Laut Artikel 8 ist der Generalsekretär des Europarats über die im Rahmen des Uebereinkommens und dessen Beilagen geschlossenen Abkommen oder Vereinbarungen zu unterrichten.

Die Artikel 9 bis 12 stellen die üblichen Schlussbestimmungen eines Uebereinkommens dar.

- 3.3. Die Beilagen zum Uebereinkommen dienen lediglich als Anhaltspunkt und haben keinen Vertragscharakter. Sie teilen sich auf in Muster zwischenstaatlicher Vereinbarungen und Grundrisse von Vereinbarungen zwischen örtlichen Behörden.
- 3.3.1. Die zwischenstaatlichen Vereinbarungen stellen ein abgestuftes Ganzes dar. Das zweite Muster sieht die Schaffung einer gemischten Kommission und gegebenenfalls eines oder mehrerer regionaler Ausschüsse vor. Die Muster 3 bis 5 betreffen die Zusammenarbeit zwischen örtlichen Behörden, nämlich die grenzüberschreitende Abstimmung, die vertragliche Zusammenarbeit und die Schaffung von Organen der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit.
- 3.3.2. Zur Gruppe der Vereinbarungen zwischen Gebietskörperschaften oder Behörden gehören die verschiedene Formen der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit näher aufzeigenden Grundrisse von Vereinbarungen, Satzungen und Verträgen, die zwischen den örtlichen Behörden geschlossen werden. Es geht

dabei im wesentlichen um die Schaffung von Gruppen für die der gegenseitigen Information und Konsultation dienende Abstimmung und Koordinierung zwischen den genannten Behörden. Man kann drei Ebenen unterscheiden : a) die blosse Abstimmung, b) die Koordinierung bei der Abwicklung der Angelegenheiten von gemeinsamem Interesse, c) die Verträge über die Bereitstellung von Lieferungen oder Dienstleistungen zwischen örtlichen Behörden in Grenzgebieten oder die Vereinbarungen zur Schaffung von Vereinigungen.

4. Die Schweiz und das Rahmenübereinkommen über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit

- 4.1. Der Zusammenarbeit mit den Nachbarregionen der umgebenden Länder ist in der Schweiz angesichts ihrer geografischen Lage im Herzen Europas sowie aus historischen Gründen schon immer eine besondere Bedeutung zugekommen. So erstaunt nicht, dass die Bestrebungen zur Lösung gewisser die staatliche Grenze überschreitender Probleme mittels regionaler Zusammenarbeit an Umfang ständig zugenommen haben. Es sind verschiedene Einrichtungen zur intergouvernementalen Zusammenarbeit entstanden. Zu letzterem Zweck geschaffene zwei- oder mehrseitige Kommissionen, in denen die Schweiz vertreten ist, gibt es gegenwärtig etwa dreissig.
- 4.2. Diese Kommissionen sind gewöhnlich in Anwendung von mit den Nachbarländern geschlossenen Abkommen geschaffen worden, um besondere Fragen wie den Kampf gegen Verschmutzungen, die Nutzbarmachung und den Schutz der Wasserläufe, Flüsse und Seen sowie Fragen betreffend den Verkehr und Verbindungswege (Tunnels, Flughäfen usw.) einer Regelung zuzuführen. In den letzten Jahren haben sie sich in gewissen Fällen mit umfassenderen, die Planung für eine ganze Gegend oder sozio-ökonomische Schwierigkeiten berührenden Problemen (Beschäftigung und Grenzgänger) befassen müssen. Die zwei in dieser Hinsicht anschaulichsten Beispiele sind die im Jahre 1973

geschaffene gemischte französisch-schweizerische Kommission für Nachbarschaftsfragen in der Region Genf und die deutsch-französisch-schweizerische Konsultativkommission für die Region Basel.

Im übrigen gilt es darauf hinzuweisen, dass zahlreiche in den Grenzgebieten unseres Landes gelegene Gemeinden in Sektoren wie der Abwasserreinigung, dem Grundeigentum, dem Tourismus und den Festlichkeiten mit benachbarten örtlichen Körperschaften des Auslands auf verschiedene Weise bereits zusammenarbeiten.

5. Schlussbetrachtungen

- 5.1. Unser Land besitzt heute auf dem Gebiet der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit viel Erfahrung. So sind bei uns die Voraussetzungen für die Lösung grenzüberschreitender Probleme fast durchwegs günstiger als in den andern europäischen Ländern. Die Bundesverfassung garantiert den Kantonen in ihren Beziehungen zum Ausland eine Selbständigkeit, die ihnen erlaubt, mit den Nachbarregionen jenseits der Landesgrenze zusammenzuarbeiten.
- 5.2. Die vorstehenden Erläuterungen dürfen allerdings nicht dahin ausgelegt werden, die vom europäischen Rahmenübereinkommen vorgeschlagenen Mittel zur Zusammenarbeit könnten sich gegebenenfalls nicht auch für die Schweiz als nützlich erweisen : Das Gegenteil trifft zu, und sei es auch nur indirekt, indem Initiativen von benachbarten Gebietskörperschaften oder Behörden erleichtert werden.
- 5.3. Gemäss unserem Willen zur Zusammenarbeit mit den zwanzig andern Mitgliedstaaten des Europarats sind wir der Meinung, dass die Schweiz dieses Uebereinkommen, welches der Begründung einer wirklichen regionalen Zusammenarbeit auf kontinentaler Ebene förderlich sein wird, unterzeichnen und anschliessend ratifizieren sollte. Damit könnten die Eidgen.

- 10 -

nossenschaft und v.a. die Kantone, als hauptsächliche Parteien bei der Anwendung des Uebereinkommens, aus einer solchen, den Gebietskörperschaften und Behörden der Nachbarregionen zuteilwerdenden rechtlichen Unterstützung Nutzen ziehen. Die dem Uebereinkommen angefügten Mustervereinbarungen dienen nur als Anhaltspunkt und auferlegen den Kontrahenten infolgedessen keinerlei vertragliche Verpflichtungen.

Träte die Schweiz dem Uebereinkommen nicht bei, so würde sie sich dadurch über einen Mangel an europäischer Solidarität ausweisen, dies umso mehr als sie stets dafür eingetreten ist, dass die Probleme der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit im Europarat behandelt werden.

6. In Anbetracht der vorstehenden Erwägungen sind die Grenzkantone eingeladen, die im Schreiben, dem diese Notiz beiliegt, gestellte Frage zu beantworten.

Pressemitteilung

Europäisches Rahmenübereinkommen über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit zwischen Gebietskörperschaften oder Behörden

Der Bundesrat hat beschlossen, den Grenzkantonen das Europäische Rahmenübereinkommen über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit zwischen Gebietskörperschaften oder Behörden zur Vernehmlassung zu unterbreiten. Das im Europarat ausgearbeitete Übereinkommen ist am 5. Februar 1980 vom Ministerkomitee gutgeheissen worden.

Den Bestimmungen des Übereinkommens gemäss verpflichtet sich jede Vertragspartei, die grenzüberschreitende Zusammenarbeit zwischen ihren Gebietskörperschaften oder Behörden und denjenigen anderer Vertragsparteien zu erleichtern und zu fördern. Es wird angeregt, entsprechende Abkommen und Vereinbarungen zu schliessen. In der Beilage zum Übereinkommen finden sich als Anhaltspunkt dienende Mustervereinbarungen, welche einige Anregungen vermitteln sollen.

Nach Abschluss des Vernehmlassungsverfahrens bei den Kantonen, dessen Dauer auf zwei Monate festgesetzt worden ist, wird sich der Bundesrat über die Ergebnisse des Verfahrens unterrichten lassen; gegebenenfalls wird ihm dabei ein Antrag auf Unterzeichnung des Übereinkommens gestellt werden. Mit einer Unterzeichnung würde die Schweiz ihr einem rechtlichen Mittel dieser Art stets entgegengebrachtes Interesse bezeugen. Das Übereinkommen dürfte die Begründung einer wirklichen regionalen Zusammenarbeit in Europa erleichtern.